

Budget 2015 des soins de santé : un très mauvais signal selon la FIH et la FNAMS



ERPENT 10/10 - Le lundi 6 octobre, le Comité de l'assurance de l'INAMI a examiné une proposition de budget des soins de santé pour 2015. Pour la 5ème année consécutive, rien n'est prévu pour les revalorisations barémiques du personnel (paiement des anciennetés, requalifications du personnel,...). C'est inacceptable au regard des nombreuses mesures d'économie de ces 3 dernières années. La proposition de budget déposée au Comité de l'assurance maintenait cependant une norme de croissance consistante, bien qu'insuffisante.



La proposition déposée par les organismes assureurs a été refusée par les représentants des prestataires et des fédérations hospitalières. La proposition prévoyait de réaliser des économies dans le domaine des médicaments et des honoraires médicaux pour financer de nouvelles initiatives.

La presse fait écho ces derniers jours du volet santé de l'accord de gouvernement de la coalition suédoise. Pierre Smiets, Directeur de la FIH rappelle que « *les enjeux à court terme sont nombreux : faire face au vieillissement de la population et à la chronicisation des soins, rencontrer les évolutions techniques et médicales, garantir un accès physique et financier à la santé à tous les citoyens, réformer l'organisation et le système de financement des soins de santé dans une perspective de plus grande efficacité, développer et soutenir une réelle politique de qualité, etc.* ». Pour la FNAMS et la FIH, garantir un financement stable, suffisant et prospectif des soins de santé apparaît comme une nécessité pour maintenir un système de santé viable, accessible à tous et de qualité.

Pourtant, il apparaît dans la presse du 09-10 que le Gouvernement nouvellement formé prévoit des économies dans les soins de santé à hauteur de 350 millions d'euros et une norme de croissance encore réduite pour 2015.

D'un autre côté, la dernière étude MAHA montre que le sous-financement du secteur du personnel soignant dans les hôpitaux ne cesse de croître pour atteindre 320 M° d'euros en 2013 (ce qui correspond à + de 5.000 EQTP). D'un autre côté, la part bénéficiaire des recettes issues des honoraires médicaux et des médicaments ne cessent de diminuer dans leur contribution au chiffre d'affaire des hôpitaux. Le contexte financier devient de plus en plus critique. L'équilibre est précaire. Ainsi, le résultat d'exploitation courant des hôpitaux en 2013 n'est que de 0,5 % du chiffre d'affaire (66 millions) pour 0,7 % en 2012. Le nombre d'institutions à enregistrer un résultat d'exploitation négatif passe à 40 sur 92 en 2013, contre 28 institutions en 2012. Pourtant, le secteur reste un très gros employeur avec 92.535 ETP en 2013 (+0,98 % par rapport à 2012). Mais pour combien de temps encore ?

Face à ces constats, Olivier de Stexhe, Directeur de la FNAMS déplore que « *la ligne politique prévue par le Gouvernement n'est pas en phase avec les enjeux à rencontrer. Elle est de nature à ne pas rassurer des acteurs (gestionnaires d'hôpitaux, prestataires de soins, médecins) qui seront amenés à mettre en œuvre des réformes profondes de l'organisation et du financement du système des soins. Et cela, avant même d'avoir commencé à discuter* ».

La FNAMS et la FIH sont deux fédérations d'employeurs qui regroupent des institutions médico-sociales dans la partie francophone du pays.

10/10/2014 Auteur: MM Source: Communiqué de presse FIH/FNAMS
